

## EN UN COUP D'ŒIL

Les chefs d'Etat ou de gouvernement de la zone euro peuvent-ils encore faire confiance au gouvernement Tsipras ? La question était au cœur du sommet de mardi soir. Plus tôt dans la journée, le nouveau ministre grec des Finances s'était présenté à l'Eurogroupe sans nouvelle proposition formelle. Pendant ce temps, la gauche européenne se divise sur la question grecque. Contrairement aux mouvements anti-libéraux (Die Linke, Podemos...), la famille socialiste et social-démocrate penchait pour le « oui », à la notable exception des PS et SP.A belges.

# Un dernier sursis jusqu'à dimanche pour Tsipras

## Le message de Fidel...

L'ancien président cubain Fidel Castro a félicité « *chaleureusement* » lundi Alexis Tsipras pour sa « *brillante victoire politique* » au référendum, dans un message lu à la télévision d'Etat. Son frère, le président Raoul Castro, a lui aussi félicité M. Tsipras dans un message séparé, louant sa « *politique courageuse* ». (afp)

## Gazprom a été payé

La Grèce a payé à temps la livraison de gaz de Gazprom, indique mardi l'entreprise publique russe. Selon un porte-parole de Gazprom, les importations grecques ce mois-ci n'ont pas baissé par rapport à l'an dernier. Le montant n'a pas été rendu public. Gazprom a déjà livré en juillet 5 à 6 millions de mètres cubes de gaz journaliers à la Grèce. (afp)

- La Grèce a jusqu'à jeudi pour demander une aide et proposer ses réformes.
- Un nouveau sommet de la zone euro est convoqué pour dimanche.
- Mais le pessimisme est palpable.

Ce serait un dernier sursis, dans cette saga faite d'échéances ultimes qui ont été systématiquement dépassées pour en refixer de nouvelles, tout aussi vainement ultimes. Mais à l'issue du sommet de la zone euro convoqué dimanche soir afin d'envisager avec Alexis Tsipras les conséquences à tirer du référendum, où 61% des Grecs ont rejeté la proposition d'accord « argent frais contre ré-

formes », le président du Conseil Donald Tusk s'est voulu plus tranchant que jamais : « *Ce soir, je dois être très clair, la date finale, c'est la fin de la semaine* ». Car c'est un nouveau sommet extraordinaire de la zone euro que le Polonais a d'ores et déjà convoqué pour dimanche 16 heures. Lequel sera suivi dans la foulée d'un sommet des 28. Pas bon, pas bon du tout, ont tout de suite compris les journalistes...

D'ici là, la Grèce s'est vue accorder un nouveau délai, fixé jeudi au plus tard, pour soumettre à ses 18 partenaires de la zone euro une nouvelle demande de programme d'assistance dans le cadre du Mécanisme européen de stabilité, incluant un plan concret et détaillé de réformes. Un plan concret et détaillé : n'était-ce pas pour l'entendre de la bouche d'Alexis Tsipras que les chefs d'Etat et de gouvernement

s'étaient réunis justement en sommet informel extraordinaire mardi soir ? « *J'avais entendu un premier ministre grec annoncer après le référendum sa forte volonté d'inscrire au plus haut niveau politique le débat sur la place de la Grèce dans la zone euro, s'étonnait après le sommet Charles Michel, le premier ministre belge. Nous nous réunissons donc à Bruxelles, et sommes confrontés à un premier ministre*

*qui n'est pas à même de formuler des propositions concrètes.* »

La séquence sera dès lors la suivante : jeudi (mais pour faire simple Jean-Claude Juncker a préféré préciser vendredi 8h30), doit parvenir la demande grecque formelle d'aide financière, assortie de la liste des réformes qui avait été si longtemps négociée ces dernières semaines. Dans la journée de vendredi, ces demandes et propositions seront

évaluées par les trois institutions habituelles (Commission européenne, Banque centrale européenne, et Fonds monétaire international). Samedi, les ministres des Finances de la zone euro (l'Eurogroupe) se réuniront une nouvelle fois pour se prononcer sur ce « package » déposé par la Grèce. Et enfin samedi, les 19 chefs d'Etat ou de gouvernement arrêteront leur décision finale, c'est-à-dire sur la question :

les bases sont-elles suffisantes pour ouvrir la négociation pour un troisième plan d'aide à la Grèce, un processus qui prend au minimum quelques semaines. (Il en a pris 16, sans succès, pour tenter de conclure le programme précédent, expiré le 30 juin dernier.)

Enfin, un sommet « complet » des 28 États membres de l'UE – un Conseil européen – se tiendra en prolongement de celui de la

zone euro. Pourquoi ? « *Car la gravité de la situation exige une réunion conjointe à 28* », a répondu la chancelière Angela Merkel, qui se disait « *pas optimiste* ». Première explication, officielle, celle donnée par Jean-Claude Juncker, le président de la Commission européenne : « *La situation affecte la Bulgarie, la Roumanie ou d'autres pays, ce serait injuste que ceux qui ne font pas partie de la zone*

*euro soient exclu des discussions.* »

L'explication officieuse, immédiatement perçue par les plus avertis à l'annonce d'un sommet à 28 : si les propositions soumises par la Grèce sont jugées insuffisantes par le sommet de la zone euro, il faudra immédiatement prendre des mesures d'aide humanitaire afin de venir en aide aux Grecs qui seront les plus frappés par l'effondrement financier et économique inévitable du pays. Or c'est aux budgets humanitaires de l'UE qu'il sera fait appel, voire même à des aides bilatérales, ce qui exigera une décision et coordination des 28...

Alors que le Grexit était devenu le scénario numéro un ces derniers jours dans les milieux dirigeants européens, mais sous couvert de l'anonymat, mardi soir les ténors en parlaient avec une franchise jamais entendue : « *Je n'exclus aucune hypothèse*, affirmait Jean-Claude Juncker,

reconnaissant pour la toute première fois que « *nous avons préparé un scénario de Grexit à la Commission européenne, tout comme d'aide humanitaire, mais ce que je préfère c'est un scénario pour maintenir la Grèce dans la zone euro.* » Donald Tusk insistait quant à lui déjà sur la responsabilité collective dans « *notre incapacité à trouver un accord, qui mène à la faillite de la Grèce et l'insolvabilité du système bancaire.* »

Restait, au début de la nuit de mardi, l'étonnement quant à la légèreté avec laquelle les délégations grecques étaient arrivées pour les deux réunions « cruciales » du jour. A l'Eurogroupe tout d'abord, qui s'était réuni quelques heures avant le sommet. Les grands argentiers y ont fait la connaissance de leur nouvel interlocuteur grec, Euclide Tsakalatos, nommé lundi en remplacement de l'honni Varoufakis.

Mais, en dépit d'une impression positive du personnage, tout le monde s'était étonné de ce que la délégation grecque ne fût pas venue avec la demande formellement rédigée et argumentée d'un nouveau plan d'aide : « *un mal-entendu* », aurait répondu en séance Tsakalatos, selon un diplomate présent.

Des informations circulaient en coulisses selon lesquelles les Grecs avaient évoqué – fortement encouragés et inspirés par les Français – une aide financière d'urgence qui leur permettrait de faire face au remboursement de 3,5 milliards d'euros à la BCE le 20 juillet prochain, pendant qu'un hypothétique troisième programme serait négocié. Interrogé là-dessus, Charles Michel confirmait : « *En effet. Il y a bien eu des demandes d'argent à très court, à moyen et à long terme. Mais je n'ai entendu aucune proposition concrète en lien avec la responsabilité.* » ■

JUREK KUCZKIEWICZ

## liquidités Les banques grecques ne tiennent plus qu'à un fil

Il y a longtemps que la faiblesse du secteur financier grec n'est plus un secret pour personne. Les retraits désormais limités à 60 euros par jour, la fermeture des agences bancaires et les versements vers l'étranger fortement limités n'auront pas contribué à rassurer les investisseurs. Pour les agences de notation, il s'agit même des éléments qui les ont poussés à dégrader encore un peu plus les notes accordées. Les quatre plus grandes banques du pays sont désormais en « défaut sélectif ».

Endommagées depuis bien avant la crise de la dette grecque, les banques du pays auraient aujourd'hui dans leurs portefeuilles une proportion hors norme d'actifs « non performants » (l'équivalent de 45 % de leur bilan fin 2014). Et, comme les banques grecques ont surtout été les seules pendant longtemps à financer encore le pays, les créances qu'elles ont envers les pouvoirs publics s'élèvent à plus de 22 milliards d'euros. C'est beaucoup, surtout comparé à leurs fonds propres et leurs réserves nettes, de 29 milliards d'euros.

Alpha Bank, Eurobank Ergasias, la Banque du Pirée et la Banque nationale de Grèce auraient, rien qu'entre elles, accumulé plus de 41 milliards d'euros de pertes en quatre ans.

### Un problème de liquidités plus que de solidité

Pourtant, les derniers résultats des grandes banques montrent une solvabilité relativement élevée pour la situation. Il y a deux explications. Un, les institutions comptabilisent en fonds propres les taxes

différées (un cadeau fait par le gouvernement assimilable à une aide d'Etat) qui font augmenter l'indicateur. Deux, « *les derniers ratios de solvabilité publiés par les banques ne reflètent pas encore l'impact des derniers événements* », avance Luigi Motti, directeur pour le secteur bancaire chez Standard & Poor's. Car les derniers chiffres officiels en date indiquent de fait une érosion des dépôts à la hauteur de leur fragilité. En avril, les Grecs avaient déjà retiré des banques pour pas moins de 35 milliards d'euros. Un montant qui, malgré les restrictions, a sans aucun doute grimpé ces deux derniers mois. Ils atteindraient aujourd'hui la somme de 54 milliards d'euros.

Et pour rappel, les dépôts des clients auprès des banques sont essentiels pour assurer la continuité de ces dernières. Car c'est bien sur eux que repose essentiellement le potentiel de financement. « *Les problèmes liés aux liquidités ont le plus d'influence puisqu'ils peuvent faire basculer la situa-*

*tion très rapidement* », précise Luigi Motti. Aujourd'hui, cette liquidité est tant bien que mal assurée par les ELA qui portent bien leur nom : assistance de liquidités d'urgence.

Concrètement, la Banque centrale européenne leur avance des liquidités contre un taux d'intérêt et en échange de titres qu'elles apportent en garantie (ce que l'on appelle le collatéral). Mais comme leur nom l'indique encore une fois, la mise en place des ELA est un dispositif d'urgence et donc... temporaire. C'est à la décision de relever ou non le plafond des ELA (aujourd'hui de 89 milliards d'euros) que sont pendues les institutions financières.

### Le hasard de la faillite

Si faillite effective il devait y avoir, reste encore à trouver comment. Car la résolution européenne qui demande aux banques de faire contribuer leurs créanciers avant l'intervention des Etats n'a pas encore été transposée dans la loi nationale grecque. « *A ce stade, nous ne savons pas encore comment une potentielle recapitalisation pourrait fonctionner, et quelles ressources pourraient être utilisées* », confirme Luigi Motti. Car la Grèce possède bien un fond de résolution, mais celui-ci n'est pas assez armé pour sauver tout le système. ■

MORGANE KUBICKI

# ambiance Vangelis, au Pirée : « C'était la pire semaine de ma vie »

LE PIRÉE  
DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL

Un Eurogroupe de plus ? Un sommet de la zone euro de plus ? Ce mardi, l'homme de la rue, en Grèce, ne cherche pas à savoir en continu ce qui se passe à Bruxelles. « Les Grecs ne se rendent pas compte de l'importance des réunions de ce mardi à Bruxelles », nous dit Maria, une militante de l'ex-camp du "oui". Pour la majorité des Grecs, en tout cas pour les plus de 60 % qui ont voté "non" dimanche, le résultat du référendum est une victoire qu'ils savourent encore. Maintenant, pour eux, tout est entre les mains de leur Premier ministre, qu'ils perçoivent comme renforcé... »

Il est vrai que, depuis le week-end, les conditions de vie n'ont guère changé en pratique. Chacun peut encore retirer 60 euros par jour des distributeurs de billets - en réalité, c'est plutôt 50 euros parce que les billets de 20 commencent à manquer. Et les machines continuent à être alimentées. Les

choses se détérioreront si, l'un de ces prochains jours, elles ne le sont plus.

Dans son magasin d'uniformes, au Pirée, Vangelis Panousopoulos, lui, suit ce qui se passe à Bruxelles. Sur les sites d'info. « C'était la pire semaine de ma vie », dit-il sans pathos au sujet des quelques jours qui se sont écoulés depuis l'annonce du référendum et de la fermeture des banques.

## « Tsipras a pris d'énormes risques »

C'est son grand-père qui a lancé ce petit commerce. A présent, ils sont trois magasins au Pirée, et deux sur l'île de Salamine, à se partager ce marché. Vangelis emploie quatre personnes.

« En 2014, les choses avaient commencé à aller mieux », explique-t-il, nos ventes avaient augmenté de 15 % environ, grâce aux succès du secteur des croisières. La semaine dernière, nos ventes ont baissé de 50 % ! »

« Maintenant, c'est l'incertitude totale, poursuit-il, étonnamment calme. Nous ne

pouvons plus passer de commandes à l'étranger, donc il ne nous reste à vendre que nos stocks. Et le jour où le contrôle des capitaux sera levé, nous devons payer à la commande, alors que, ces dernières années, nos fournisseurs nous faisaient un mois de crédit. Le crédit, c'est fini pour nous... »

« Nous ne retournerons pas à la drachme, poursuit-il, mais les dégâts dus à cette semaine de fermeture des banques sont inestimables. En termes de confiance, évidemment... »

Rien de neuf à Bruxelles. Les réunions de la zone euro n'ont encore rien produit - ni dans un sens ni dans l'autre. « Nous allons discuter aujourd'hui des moyens d'avancer. Mais nous ne pourrions pas parvenir à une vue d'ensemble définitive », a, paraît-il, déclaré Angela Merkel. « Tsipras a pris d'énormes risques politiques, conclut Vangelis. Je crois qu'il vaut mieux un accord douloureux vite plutôt qu'un accord douloureux plus tard... » ■

MAROUN LABAKI

## Le projet grec selon Twitter

L'image est extraite d'une photo de l'arrivée d'Euclide Tsakalotos à l'Eurogroupe, ce mardi matin. La petite feuille griffonnée provenant d'un bloc-notes de The Hotel, l'ex-Hilton du boulevard de

Waterloo, a vite été présentée comme le seul document préparé par le nouveau ministre grec des Finances pour présenter les propositions d'Athènes. Les dénonciations de l'amateurisme des représentants de Syriza ont vite fleuri sur les réseaux sociaux. Certains commentateurs

malicieux ont préféré s'étonner de la présence d'un représentant de la gauche anti-libérale dans l'un des plus prestigieux et plus chers établissements de la capitale, celui-là même que réquisitionne Barack Obama lorsqu'il est à Bruxelles. (ph. EPA)

## TOURISME

### Pas d'annulation

La Grèce cette année, c'est tendance : 2<sup>e</sup> destination la plus prisée chez Jetair, 3<sup>e</sup> pour Neckermann, avec une offre revue à la hausse et des réservations qui ont suivi la même tendance. Mais la rumeur a couru : la menace d'un manque de liquidités dans le pays aurait provoqué une vague d'annulations chez les touristes. « Nous recevons de temps en temps des appels de voyageurs », explique Hans Vanhaelemeesch, porte-parole

de Jetair. Nous leur fournissons alors les informations du ministère des Affaires étrangères, à savoir qu'il vaut mieux emporter un peu plus d'argent liquide. »

Pas de mouvement de panique, donc. « Nos agents sur place nous envoient des messages rassurants, poursuit-il. Disponibilité de la monnaie, de l'essence, du stock dans les magasins. Et nous n'avons pas constaté d'annulation liée à la situation économique. »

Même constat chez Thomas Cook. « Les clients qui en reviennent disent que les Grecs préfèrent les paiements

en cash parce qu'ils n'en ont plus, admet Koen Van Den Bosch, porte-parole du voyageur. Mais la situation est tout à fait normale. » Mieux même puisque parmi les vacanciers contraints de renoncer à un séjour en Tunisie, nombreux sont ceux qui ont opté pour la Grèce comme alternative. « Ce n'est pas la première crise que vivent les Grecs, poursuit-il. Ils ont toujours bien géré cela afin que les étrangers ne rencontrent aucun souci car le tourisme est une de leurs principales sources de revenus. »

PASCAL LORENT

# socialistes PS et SP.A, exceptions dans la « famille »

Ceci n'est pas une déclaration d'Alexis Tsipras dimanche soir à Athènes : « *Aujourd'hui, les Grecs ont rejeté les conditions qui leur sont imposées – conditions imposées en dépit du bon sens économique, social et politique. Le résultat du référendum est un signal fort adressé à tous les dirigeants européens et au FMI pour qu'ils changent d'approche* »... Signé Elio Di Rupo, président du PS. Paradoxalement : des propos détonants dans la famille socialiste et social-démocrate européenne. Où le PS est l'exception. Et avec lui, le SP.A, recadré par John Crombez depuis qu'il a pris les commandes du parti il y a quelques semaines.

De la réforme des pensions imprimée par la suédoise à la crise greco-européenne, les socialistes maison, tous deux dans l'opposition (partout pour le SP.A, au fédéral pour le PS) depuis l'avènement de la coalition MR/N-VA/CD&V/VLD, soignent leur gauche. Le cas grec est exemplaire, où la rhétorique anti-austéritaire et l'hostilité à l'endroit de ce que l'on appelle communément les « réformes structurelles » (dérégulation du marché du travail, privatisations, libéralisation des services publics, recul de l'âge légal des retraites...) dominant chez eux, donnant à voir comme un splendide isolement du PS et du SP.A dans le concert socialiste et social-démocrate européen.

## Le SPD derrière Merkel

Un concert cacophonique, à vrai dire. Des réunions internes

du groupe socialiste au Parlement européen, le 30 juin dernier notamment, dont nous avons eu écho, en témoignent. Avant cela, le 2 février, un voyage éclair d'Elio Di Rupo à Berlin, où il avait rencontré l'état-major du SPD, plaidant en faveur de l'annulation des intérêts de la dette grecque et d'un dialogue renforcé avec Tsipras, s'était soldé par un relatif constat d'incompréhension, probablement annonciateur de l'échec, ces dernières semaines, des socialistes et sociaux-démocrates européens à se doter d'une stratégie commune.

Le PSE, Parti socialiste européen, présidé par le bulgare Serguei Stanichev, reste sans voix. En son sein, le SPD de Sigmar Gabriel, par ailleurs vice-cha-

ncelier allemand, potentiellement la locomotive de la gauche démocratique en Europe, suit jusqu'à présent la ligne dure d'Angela Merkel. Et Martin Schulz, président du Parlement européen, a souhaité voir advenir rien moins qu'un « *gouvernement de technocrates* » à Athènes ! Ajoutez les errements

du PS en France, les options blairistes du Parti démocrate de Matteo Renzi en Italie (la « troisième voie » ressuscitée, même si elle n'est pas théorisée par l'homme d'« action »), le conformisme du PSOE espagnol, le conservatisme du Pasok en Grèce... Tous appelaient, explicitement ou implicitement, à voter oui dimanche en Grèce. Tous sauf le PS et le SP.A.

Les deux sont-ils crédibles ? Lors du vif débat à la Chambre jeudi dernier, on a vu MR et VLD railler, et plus encore, leurs ex-partenaires de gouvernement. Les libéraux aux socialistes, en substance : « *Démagogues ! Populistes ! Vous ne disiez pas cela quand vous étiez au pouvoir, pas davantage avec le gouvernement Di Rupo !* » Vlan !

Les rouges arguant quant à eux que la « *rigueur* » n'est pas du tout l'« *austérité* », toujours dénoncée par l'ex-Premier, et que si l'on résistait hier au moins partiellement aux exigences de la Commission européenne (sur l'index, sur les pensions...), nous avons droit maintenant, avec la suédoise, à « *un gouvernement de soumis* ». Re-vlan !

## Risque d'implosion

Le fait est que la famille socialiste et social-démocrate éprouve les pires difficultés à se recomposer face aux politiques libérales qui dominent, aux populismes qui poussent, à « la gauche de la gauche » qui bouillonne derrière elle, même si c'est sous des formes différentes et avec des fortunes diverses, on pense à Syriza en Grèce, Podemos en Espagne, Die Linke en Allemagne, au Front de gauche de Jean-Luc Mélenchon et Pierre Laurent en France. Tout cela avec, au bout du compte, le risque d'implosion d'une famille politique démocratiquement et socialement structurante en Europe depuis la Seconde Guerre. De quoi réfléchir et s'inquiéter bien au-delà de ses rangs. ■

DAVID COPPI

## CURIOSITÉ

### « Bravo Elio ! »

Sur le blog de Bolieu, hébergé par le site d'info et d'investigation Mediapart, on pouvait lire ceci mardi :

« *Contrairement au PS français en pleine cambadéliquescence, le chef*

*du PS de Wallonie-Bruxelles a su comprendre le sens de l'histoire et du socialisme en soutenant le NON-OXI au référendum grec. Ça prouve que la nullité et la compromission chronique du PS français n'est pas une fatalité... (...) Et voilà qui sauve l'honneur de la*

*social-démocratie européenne, pourtant lourdement compromise et entachée. Bravo Elio !* »... Lequel ne doit pas trop savoir s'il faut prendre les fleurs (au PS) ou bien le pot (pour les autres). L'embaras du choix.

D.CJ

## Allemagne Entre le SPD et Syriza, le désamour ne date pas d'hier

BERLIN

CORRESPONDANCE

On attendait Wolfgang Schäuble, l'inflexible ministre des Finances allemand, mais c'est finalement Sigmar Gabriel, le président des sociaux-démocrates qui, le premier, a sorti l'arme lourde dès dimanche soir pour doucher les espoirs de voir le référendum appuyer les revendications du gouvernement grec : en accusant celui-ci d'avoir « rompu les derniers ponts par lesquels l'Europe et les Grecs pouvaient parvenir à un compromis », et de conduire son peuple « sur un chemin d'amers renoncements et de désespoir », le chef de file du SPD s'est fait le porte-parole d'une ligne dure. Un message de fermeté a priori

étonnant venant d'un parti plutôt disposé à atténuer les effets des politiques d'austérité, et qui privilégiait jusque-là l'aide coûte que coûte à la Grèce. Dans une

interview au magazine *Stern*, il enfonce le clou, avançant que « l'admission de la Grèce dans l'euro était naïve ». Si les sorties du vice-chancelier et ministre de l'Économie ont suscité des remous au sein de son parti, elles n'en reflètent pas moins à quel point la rupture est consommée entre le SPD et le parti de la gauche radicale hellène.

### « Ras-le-bol de Syriza »

Le désamour ne date pas d'hier : si Yannis Varoufakis avait été accueilli avec enthousiasme par la gauche du SPD lors de sa dernière visite à Berlin à la mi-juin, Sigmar Gabriel, mais aussi d'autres personnalités importantes du parti, à l'instar de sa secrétaire générale Yasmin

Fahimi, avaient soigneusement évité de croiser la route de l'abrasif ex-ministre des Finances. « Notre patience n'est pas sans limites », s'agaçait déjà Carsten Schneider, chargé des questions financières au sein du parti, tandis que le porte-parole au budget Johannes Kahrs jugeait que Yannis Varoufakis représentait « une erreur politique de premier plan ».

La semaine dernière, dans l'hebdomadaire *Die Zeit*, un membre du Bundestag résumait : « Il n'y a pas que Gabriel qui en a ras-le-bol de Syriza : c'est fini même pour les fans de la première heure au sein du groupe parlementaire. »

Pas question non plus pour le parti de se laisser déborder sur sa gauche alors que se profilent déjà des élections au Portugal et en Espagne, où un parti comme Podemos pourrait jouer les premiers rôles.

La volonté d'éviter à tout prix

un Grexit semble donc bien être passée par pertes et profits, à mesure que, côté grec, la volonté d'aller au bras de fer a pris le pas sur la quête du compromis. « Berlin a perçu la rupture des négociations et la mise en œuvre d'un référendum comme une ultime rupture de confiance », explique dans une note publiée mardi Julien Rappold, chercheur en sciences politiques du Conseil allemand des relations internationales (DGAP). « Sans une reconnaissance crédible de la consolidation fiscale et de la discipline budgétaire, il n'y a du point de vue du gouvernement fédéral plus d'accord possible. » En outre, relève-t-il, « l'opinion publique allemande ces dernières semaines s'est de plus détournée de la Grèce ».

Le « non » est donc venu sceller la fin de l'attitude conciliante adoptée jusque-là. Et ce alors que le SPD baisse dans les sondages (24 % d'opinions favorables, selon un sondage Insa publié mardi, en baisse d'un point par rapport à la semaine précédente) et que les Allemands plébiscitent la ligne dure de Wolfgang Schäuble (CDU et CSU gagnant en une semaine 3,5 points pour atteindre 43 % d'opinions favorables). ■

GILLES BOUVAIST

## l'expert « La carte russe n'est pas très convaincante »

Quarante-huit heures après le « non » grec au plan de réformes proposé par les créanciers du pays, le dissentiment entre Athènes et ses partenaires demeure complet. Comment en est-on arrivé là ? Et surtout, quelles pourraient être les conséquences d'un divorce en termes géostratégiques ? Nous avons posé la question à Georges Prévelakis, ex-diplomate, spécialiste franco-grec de géopolitique et professeur à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

### Comment en est-on arrivé à ce climat de défiance mutuel ?

C'est l'explosion de contradictions qui se sont accumulées graduellement depuis 1981 (NDLR :

adhésion de la Grèce à la CEE), avec une accélération à partir de la crise de 2009. C'est une sorte de divergence entre la logique européenne et la logique qui s'est installée en Grèce, qui a conduit à deux approches très difficilement conciliables. D'un côté, les Grecs ont acquis le sentiment que l'Europe était synonyme de financement facile et abondant mais aussi de tolérance vis-à-vis du non-respect d'un certain nombre de règles. Des générations entières ont fini par croire qu'au fond, on peut tout exiger sans contrepartie. Je ne dis pas cela pour les accuser car pendant toutes ces années, c'est le message qui a été envoyé par l'Europe ! Il

y a eu une négligence qui a conduit à la tolérance par rapport à l'économie, à l'administration, etc. Depuis la crise, l'Europe s'est réveillée. La situation de l'économie, de la société, de la politique grecque n'apparaît plus comme un problème secondaire ne méritant pas l'attention et l'implication des responsables européens... On s'est dit : cela suffit ! D'autant qu'il apparaît que d'autres pays pourraient être contaminés par cette maladie grecque. En termes de philosophie morale, la situation impossible dans laquelle nous sommes aujourd'hui est donc la conséquence d'une accumulation d'erreurs, qui a conduit à un dilemme moralement impossible.

**Aujourd'hui, la population grecque est en colère contre l'Europe...**

*C'est le résultat de maladresses européennes depuis 2009, de propos déplacés. Au lieu de chercher les causes du problème, on a versé dans la facilité en accusant les Grecs comme s'il s'agissait d'une question de race, comme s'ils étaient par nature portés à certaines dérives. C'est bien sûr tout à fait faux, il suffit de regarder la période avant 1981 : la Grèce fonctionnait de manière tout à fait sérieuse. Ces propos ont exacerbé les réactions nationalistes.*

**On a beaucoup disserté sur l'impact économique d'un éventuel Grexit. Mais d'un point de vue géostratégique ? La Grèce occupe un emplacement clef dans la Méditerranée orientale, entre l'Occident et l'Orient...**

*Nous sommes effectivement dans une zone extrêmement volatile et dans un contexte de très grandes tensions internationales. Ainsi, dans les Balkans, il y a toute une série de problèmes qui n'ont pas été réglés - dont certains concernent directement la Grèce, comme par exemple la question de la Macédoine. Il y a ensuite le Moyen-Orient, de manière directe ou à travers la Turquie. Et puis la Libye n'est pas loin... Jusqu'à maintenant, la Grèce était le*

*pôle de stabilité, l'instrument principal de l'Occident dans cette région, mais en cas d'effondrement politique, économique et social, il y a un risque de voir un trou noir dans le sud des Balkans, qui pourrait fonctionner*

*comme un aspirateur de tensions et de conflits, même militaires. En vérité, il faut voir le rôle de la Grèce de deux manières. Il y a l'aspect « hard », qu'on vient de décrire : la géopolitique, la géostratégie, mais qui est valable pour d'autres pays, comme la Turquie. Et puis il y a l'aspect « soft ». Les grandes constructions, comme l'Europe, sont basées sur la symbolique, et la Grèce représente une ressource symbolique fondamentale pour l'unité européenne. C'est ce qui explique en grande partie la création de la Grèce indépendante en 1830, son entrée au sein de la Communauté européenne en 1981 et l'attribution des Jeux olympiques en 2004. Et cette ressource symbolique différencie la Grèce des autres pays.*

**Certains affirment - et le gouvernement grec a joué là-dessus - qu'en cas de rupture avec Bruxelles, Vladimir Poutine pourrait voler au secours d'Athènes, trop heureux de faire un pied de nez aux Occidentaux... Est-ce plausible ?**

*Non. D'abord parce qu'en ce moment, la Russie n'est pas très bien pourvue en liquidité pour financer la Grèce. Ensuite parce que Poutine est engagé dans un bras de fer avec l'Occident et avec l'Europe dans les zones dans lesquelles il a l'avantage, c'est-à-dire son « étranger proche », mais il sait très bien, à travers l'histoire depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle, que l'influence russe dans le sud des Balkans est faible, parce que c'est une zone exposée à l'influence de puissances maritimes.*

*Pour être plus concret, à la fin des années 40, la Grèce a été sauvée du communisme par une intervention américaine, et une fois que les Américains ont apporté ce soutien à la Grèce, ils s'y sont bien implantés. Je pense donc qu'un bras de fer entre la Russie et les États-Unis ne donnerait pas de bons résultats pour Poutine : ce serait simplement du capital diplomatique et politique perdu. Comme vous l'avez dit, Tsipras essaye de jouer cette carte, mais je crois que ce n'est pas très convaincant. Ce genre de tentative de rapprochement enlève même encore plus de capital diplomatique à la Grèce qui se trouve déjà très isolée de ses partenaires. ■*

**Propos recueillis par  
WILLIAM BOURTON**